



Iran : « Le président Bush fait un beau cadeau à Ahmadi Nejad ».

Interview de M. Kedivar, universitaire religieux

Par [Marina Forti](#)

Mondialisation.ca, 14 mars 2006

Il Manifesto, Le Grand Soir (traduction en français) 10 mars 2006

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [L'IRAN](#), [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

Mohsen Kedivar est pessimiste : « Avec ce défi de l'énergie nucléaire ils sont en train de nous amener au conflit. Ils savent qu'ils n'ont pas le soutien de la majorité iranienne, mais ils pensent qu'ils n'en ont pas besoin ».

Kedivar est un des intellectuels réformistes les plus percutants en Iran, un de ces clercs (il est mollah), pas si rares, qui repousse le pouvoir fondé sur la religion (la république islamique est un « état duel », dit-il : d'un côté des institutions élues mais sans pouvoirs réels, de l'autre un système d'institutions émanant du Guide Suprême « qui se prétendent nommées par dieu, absolues et indiscutables »). Il était, lui, de ceux qui proposaient un référendum populaire, face à l'impossibilité de démocratiser l'état à travers les réformes : la République islamique avait été instaurée par un plébiscite, dit-il, que ce soit à nouveau aux iraniens de se prononcer. Inutile de dire que le référendum était une hypothèse peu réaliste quand les réformistes avaient la majorité au parlement et au gouvernement en Iran ; plus encore aujourd'hui. Je rencontre Mohsen Kedivar dans son bureau à l'Université de Téhéran, où il enseigne : c'est la semaine avant la réunion de l'Aiea à Vienne.

Comme tout le monde à Téhéran, Kedivar était (est) préoccupé par l'escalade de la crise nucléaire, déjà prévisible. « Sous la présidence Khatami nous étions arrivés à avoir les européens de notre côté, et les Etats-Unis contre. Aujourd'hui nous avons tout le monde contre nous. Nous avons besoin d'un gouvernement capable de prendre des décisions intelligentes dans l'intérêt national. J'ai peur au contraire qu'ils soient en train d'aller à l'affrontement ».

Comme tous les iraniens, Kedivar ne met pas en question le droit de l'Iran, signataire du Traité de non prolifération nucléaire, d'avoir des centrales nucléaires et de produire le combustible pour les alimenter : « Les européens et les étasuniens doivent reconnaître ce droit. Je pense aussi que le vrai problème pour la sécurité dans la région est Israël, qui a la bombe atomique et reste hors du Tnp ». Jusque là, il est vrai qu'il y a un consensus général en Iran. Mais pas au-delà : « Nous avons ce droit : mais que nous coûte-t-il ? Voulons-nous ces centrales nucléaires au prix d'une guerre ? Le gouvernement sait que si les iraniens pouvaient s'exprimer, ils diraient non. Nous savons que le problème est d'éliminer les soupçons sur les intentions réelles de notre Guide. Au contraire, le président Ahmadi Nejad défie le monde entier avec des phrases désordonnées, de la rhétorique, et de la propagande ».

Il insiste : « Tout paraît prêt pour l'affrontement. Imaginez : nous avons deux budgets d'état, un ordinaire et un d'urgence, militaire. Du côté américain, nous continuons à entendre des indiscretions sur des plans d'attaque, et dans notre gouvernement, des déclarations outrancières. Du reste, que ce soit nous ou les américains, nous sommes dominés par les néo-cons ». En Iran, c'est ainsi qu'on appelle le courant de conservateurs radicaux qui est arrivé au gouvernement avec Ahmadi-Nejad.

Mohsen Kedivar explique : le système a l'approbation réelle de 15% de la société iranienne (d'autres analystes parlent de 20%) : « mais c'est la partie la plus organisée », les gardes de la Révolution et les Basij (corps de volontaires créé pendant la guerre, devenu ensuite une organisation structurée sous les ordres des Gardiens de la Révolution), qui, ensemble, sont l'unique appareil ramifié dans tout le pays, puis les fondations islamiques avec leurs organisations caritatives. « Ils ont cet appareil de mobilisation et de contrôle, peu leur importe le consensus réel. Et ils sont en train de militariser le pouvoir », ajoute-t-il : « Des gouverneurs de province à l'administration, depuis les plus hautes charges jusqu'aux plus humbles : ils ont fait entrer en scène, par une vague de nominations, des hommes issus des Gardiens de la Révolution ou des rangs de l'armée ».

Et les réformistes ? « Ils essaient de s'organiser, oui. Mais ils n'ont pas accès aux médias, les journaux indépendants ont été fermés. Nous payons même encore les dettes que nous avons contractées pour les ouvrir », répond Kedivar (qui est aussi un dirigeant de l'Association indépendante des journalistes). Le Parti de la participation (principale formation réformiste) n'a qu'une newsletter qui circule en interne ; l'ex-président du parlement Mehdi Karrubi n'arrive pas à avoir une autorisation de chaîne télé : « Reconquérir un poids politique sera un processus lent ». Et les associations, la « société civile organisée » qui avait fleuri dans les années d'ouvertures réformistes ? « Oui, les ONG : quelques unes ont été fermées, beaucoup sont encore actives. Mais même la société civile réorganisée est fragile, le pouvoir n'a jamais permis qu'elle se renforce : ils ont écrasé les étudiants, les travailleurs, les contestations populaires ».

Et pourtant, fait remarquer Kedivar, « le fossé entre l'état et la société civile n'a jamais été aussi large, jamais le discours du système n'a été aussi éloigné du sens commun de la société. La force du système, c'est qu'il a la rente pétrolière, les appareils militaires, la magistrature. Il fait grand usage de la propagande avec de faux arguments de tiers-mondisme, ils agitent toutes les causes fondamentalistes comme si c'était une question de vie ou de mort pour l'Iran aussi : de celle des partis chiites irakiens aux fondamentalistes afghans, au Hamas en Palestine ».

Une autre chose fait enrager Kedivar – comme du reste tous les interlocuteurs rencontrés à Téhéran, que ce soit les intellectuels critiques terrés dans leurs instituts de recherche, ou les étudiants, ou les activistes sociaux qui se sont fait arrêter pendant la grève des transports : entendre parler d' « intervention extérieure pour instaurer la démocratie » . « Nous voulons changer notre pays nous même, nous n'avons besoin d'aucune intervention extérieure » ; « c'est nous qui nous battons pour réformer le système, il n'y a pas d'autre moyen d'instaurer la démocratie ». La voix des opposants au régime à l'étranger, les exilés (en français dans le texte, ndt) n'est pas représentative en Iran : voix futile, sans crédibilité (que l'administration US a cependant gratifié le mois dernier en lui affectant 75 millions de dollars supplémentaires « pour la démocratie en Iran », dont 50 millions pour une chaîne télé satellitaire diffusant 24 heures sur 24).

Malheureusement ; « les discours de l'administration Bush sur l'Iran, cette façon de nous

qualifier de grand ennemi, est un immense cadeau pour Ahmadi Nejad - et l'Europe aussi a joué un rôle négatif, sur le nucléaire et sur tout dialogue, en général. Vous êtes en train de renforcer les fondamentalistes. Nous qui voulons démocratiser l'Iran, nous sommes pris entre deux feux. Et, de ce fait, je vois des jours sombres pour notre avenir ».

Marina Forti, envoyée spéciale à Téhéran.

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

La source originale de cet article est Il Manifesto, Le Grand Soir (traduction en français)
Copyright © [Marina Forti](#), Il Manifesto, Le Grand Soir (traduction en français), 2006

Articles Par : [Marina Forti](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca